

« N'est-ce pas une honte ? »

Parole des réfugiés

Ces témoignages ont été recueillis dans les camps de réfugiés du Liban par 'Abd al-Salâm 'Aql et publiés dans notre revue sœur, *Majallat al-dirâsât al-filastîniyya*, n° 17, hiver 1994.

Traduit de l'arabe par Elias Sanbar.

Muhammad 'Abd al-Mu'tî Husayn, 28 ans, camp de Burj al-Barajneh

« Les matins, je travaille comme servent de la mosquée du camp, et l'après-midi je vends des pâtisseries à l'étalage. Je suis blessé, borgne, et j'ai quatre balles encore dans le corps. Les conditions de vie sont très dures dans le camp. Certaines familles ici comptent jusqu'à neuf membres, et ne trouvent personne pour subvenir à leurs besoins. Le père est décédé ou malade, et dans le meilleur des cas ne trouve pas de travail du fait des grandes restrictions apportées au travail des Palestiniens au Liban.

J'ai moi-même quatre enfants, que sera mon sort et le leur après l'accord Gaza-Jéricho qui a aboli jusqu'à l'espoir ? Pourquoi ne pas consacrer les millions de dollars que coûtent les négociations pour les familles des martyrs qui n'ont même pas de quoi assurer leur subsistance quotidienne ? »

'Abîr 'Adnân 'Adas, 18 ans, Camp de Burj al-Barajneh

« Mon père est tombé en 1982, lors de l'invasion sioniste du Liban. Mon frère aîné, Mahmoud, était déjà tombé un an plus tôt. Nous avons alors été contraints de revenir vivre à l'intérieur du camp, et, depuis, ma mère travaille dans une boulangerie voisine pour nous assurer une vie décente. Ma sœur cadette n'avait que deux mois lors du martyre de mon père. Comme tu le vois, nous avons loué cette petite boutique pour vendre des jus dans le camp, après que le département des affaires sociales de l'UNRWA nous eut suspendu son aide sous prétexte que mon frère de 17 ans, avait suivi un stage de forgeron à la "Maison des orphelins" de Beyrouth et qu'il disposait désormais d'un métier. Ils n'ont pas tenu compte du fait qu'il est chômeur depuis la fin de sa formation.

Nous avons tous dû suspendre notre scolarisation, car nous n'en avons plus les moyens. A l'exception de ma petite sœur, inscrite à l'école de l'UNRWA, à l'intérieur du camp.

Nous sommes nés durant la guerre, nous avons passé toute notre vie dans la guerre, sur

une terre qui n'est pas la nôtre, pas une fois nous n'avons vu notre avenir, car notre avenir est inconnu depuis que nous sommes nés. Maintenant nous n'avons tout simplement plus d'avenir, depuis que cet accord a donné la Palestine aux Juifs.

Nous sommes très nombreux dans notre peuple à avoir été privés du mot "papa". Je ne peux t'expliquer, mais lorsque j'entends quelqu'un appeler "papa", je sens comme une forte difficulté à respirer, car ce mot je ne l'ai pas prononcé, et je ne peux le prononcer. »

Fayza 'Adas, 47 ans, mère de 'Abîr

« Si quelqu'un s'occupait des familles des martyrs, la fille aurait offert sa vie avant le fils, pour la Palestine. Je ne peux te dire ce que nous endurons. Nous sommes un peuple vivant et prêt à tous les sacrifices. Mais ils essaient de nous briser quotidiennement. L'éducation de notre jeunesse est gaspillée. Nos diplômés sont contraints de travailler comme maçons depuis que les pays pétroliers du Golfe leur refusent l'entrée. Les autorités libanaises leur refusent le permis de travail, l'UNRWA a suspendu ses services, et l'OLP ne paie plus les maigres soldes qui étaient allouées aux familles des martyrs. Notre famille, par exemple, n'a strictement rien touché depuis onze mois. Et je suis une femme malade – tension, glandes, reins, disque et dessèchement artériel – et je n'ai même pas l'argent pour mes médicaments. Le Croissant-Rouge qui nous soignait n'a plus de présence dans le camp, et ses employés travaillent sans solde. Que Dieu nous donne la patience ! Je suis moi-même libanaise, mariée à un Palestinien, mais mon sang est palestinien et mes enfants sont palestiniens, et je vis dans le camp pour ne pas couper mes enfants de leur milieu et de leur peuple, et il n'y aura d'accord de paix que celui qui nous ramènera dans notre patrie ».

**Mahmoud 'Abbâs, 45 ans,
camp de Mar Elias**

« Comment notre peuple en est-il arrivé là ? Notre réalité est aujourd'hui la pire et de tous les points de vue. Il était justifié que nous

soyons dans de mauvaises conditions en 1948 et durant les années qui suivirent la "catastrophe". Mais que nous revenions au point zéro, quarante-cinq ans après le désastre, soulève nombre de questionnements et d'accusations. Comment ce peuple qui n'a jamais compté en se sacrifiant, se trouve-t-il aujourd'hui face à un avenir inconnu ? Dans le passé, nous savions que nous étions des réfugiés et qu'à terme nous reviendrions dans notre patrie. Mais aujourd'hui, nous n'en savons plus rien. Allons-nous demeurer au Liban ? Le Palestinien expulsé pour la énième fois, aura-t-il un jour une maison ? Et je ne veux pas ressasser le terme de "complot". Je ne suis pas surpris que le mouvement sioniste et l'impérialisme complotent contre notre peuple, mais ce qui est terrifiant, c'est de voir ta propre direction comploter contre toi. Et je n'ai pas à voir si c'est volontairement ou involontairement. Finalement les choses s'apprécient à leurs résultats. En vérité, cette déviation a commencé dans les années 70 au sein de l'OLP. Et si notre opposition ne le sait pas, c'est qu'il y a un problème, et si elle le savait déjà, c'est encore plus grave. Et de toutes les façons, il n'y a pas de différence pour le réfugié palestinien, entre la direction et l'opposition. Tout juste une différence dans les discours et les communiqués.

De nombreux camps demeurent détruits au Liban. Le chômage y fait rage et nous sommes privés ici de tous droits civils ou sociaux. Aujourd'hui les estimations les plus réalistes du nombre des réfugiés palestiniens au Liban est entre 300 à 350 000 âmes, répartis dans les douze camps officiellement reconnus par les autorités libanaises. Le camp de Dbayé est à moitié détruit, d'autres le sont totalement, tels ceux de Tall al-Za'tar et Nabatiyeh. A ces douze camps, il faut en ajouter d'autres, nés du fait des déplacements de la guerre civile, et reconnus comme tels par l'UNRWA qui y dispense ses services, tels Abou al-Aswad, Qâsmiyyé, Shabrîha, Wâsita, Burghuliyyé, Jall al-Bahr, Ma'shouq, Jmayjim, 'Adloun. Il faut encore ajouter à ces lieux, les abords immédiats des camps de 'Ayn

al-Héloué, Nahr al-Bârid, Baddâwî, et, enfin, les concentrations palestiniennes dans la Békaa centrale ou au sein même des villes libanaises.

Les services de l'UNRWA semblent très contradictoirement liés aux avancées du processus politique. Aux pauvres gens de payer le prix des percées politiques de la négociation en supportant la réduction des services sociaux de l'UNRWA. Nous pensons aussi que cette réduction des aides est une politique délibérée de l'ONU [dont dépend l'UNRWA], et plus précisément des Américains, pour faire pression sur les Palestiniens.

Quant aux concessions de l'OLP, c'est encore pire. Il y a un an, nous croyions les responsables qui mettaient tout sur le compte de l'arrêt de l'aide des pays arabes du Golfe. Mais aujourd'hui quelle justification donner aux familles des martyrs, aux écoles secondaires dépendant de l'OLP, alors que nous voyons simultanément arriver l'argent aux sbires de tel ou tel ? Comment nous expliquera-t-on l'arrêt des services de santé du Croissant-Rouge ? Nos malades sont dans une situation indescriptible, notamment les cardiaques, les cancéreux, et ceux qui ont besoin de dialyse. L'UNRWA ne règle que 10 à 15 % des frais de santé, qui atteignent parfois 10 000 dollars pour le malade. Où sont nos hôpitaux ?

Quant à l'éducation, la fermeture des écoles de l'OLP a laissé un vide énorme, puisque la majorité écrasante des réfugiés ne peut s'acquitter des frais de scolarité des écoles secondaires libanaises, sans oublier que ces écoles n'arrivent même pas à répondre à la seule demande libanaise.

On estime à près de 6 à 8 000, les familles palestiniennes déplacées [à l'intérieur du Liban, à la suite de massacres], et seules 170 à 200 d'entre elles ont trouvé une solution à leurs problèmes. De très nombreuses habitations demeurent détruites dans les camps du Liban. Et nous ne disposons d'aucun budget pour les reconstruire. Pire. Les autorités libanaises ont officiellement notifié à l'UNRWA l'interdiction de reconstruire les camps de Sabra et Chatila. Nul besoin, d'après elles, que les Palestiniens demeurent à Beyrouth. Il faut qu'ils partent –

en d'autres termes, encore un exode – et à l'UNRWA d'assurer les fonds pour cette réinstallation. Les déclarations et notifications officielles libanaises sont aujourd'hui contradictoires quant à leurs intentions relatives au sort des réfugiés palestiniens dans ce pays, et l'UNRWA tente en vain d'y voir clair, pour définir sa propre action.

Il incombe à l'OLP d'assumer la responsabilité du sort des Palestiniens qui demeurent en exil, et leurs conditions sont les plus difficiles de toutes. C'est vrai que je suis arabe, prêt à me sacrifier pour mon frère libanais, syrien, égyptien ou irakien, mais je suis en fin de compte palestinien ; et il me faut retourner en Palestine. Voici nos camps. Ils sont ouverts à quiconque voudrait s'informer. Vous ne trouverez pas deux personnes qui divergent sur la conviction que l'accord Gaza-Jéricho est un accord de soumission et de trahison, qu'il ne recèle aucun avantage pour notre peuple, que ce soit en Palestine ou en exil, ou même à Gaza et à Jéricho. »

Muhammad al-Bajirmî, 35 ans, camp de Rashdiyyé

« Ce qui nous distingue des autres Palestiniens du Liban, c'est que nous sommes tout proches du nord de la Palestine. Nous voyons notre patrie tous les jours, et cela renforce notre espoir de retour malgré la durée de l'exil et de la dispersion.

Concernant nos conditions de vie, nous les réfugiés de la région de Tyr, eh bien, elles vont de mal en pis. Nous vivons ici dans trois camps, reconnus comme tels par l'UNRWA et l'État libanais : Rashdiyyé (17 000 résidents), Burj al-Shamâlî (15 000) et Bass (7 000). Il faut y ajouter les concentrations non reconnues officiellement, par exemple celles de Qasmiyyé (4 000 résidents), Abou al-Aswad (4 000), Shabrîha (3 000), Jall al-Bahr (3 000), Ma'shouq (3 000) et d'autres. On estime à 60 000 le total des Palestiniens de la région de Tyr.

Nous faisons face à de graves pénuries de logements, d'écoles, de soins de santé. Sans

parler du chômage qui nous étrangle. Dans leur majorité, les Palestiniens de cette région comptent sur le travail dans les vergers d'agrumes et l'agriculture en général, et s'embauchent pour des salaires inférieurs au smic en cours au Liban. Si on y ajoute la baisse des services de l'UNRWA et la coupure de l'aide jusque-là assurée par l'OLP, on réalise que les gens ont atteint un seuil critique et dangereux. Même les permanents des organisations, tels ceux du Fath, ne reçoivent plus leur solde mensuelle qu'une fois tous les trois ou quatre mois. Et ceux-là, dans leur majorité, ne connaissent aucun métier, alors tu les vois ici ou là, à la recherche de travaux simples, certains s'embauchent sur les chantiers de construction, ou dans la meilleure des hypothèses, comme chauffeurs de taxis.

Nous vivons au Liban des conditions peu courantes. Privés de tout droit civil, nous endurons aussi le fait que l'UNRWA qui dispensait une aide mensuelle aux familles, ne le fait plus que pour 5 % d'entre elles. Les malades, de leur côté, sont désormais tenus de régler 25 % des frais de soins, et l'on voit souvent certains organiser des quêtes auprès des parents et des amis, pour se soigner. Les écoles, enfin, n'existent que dans les trois principaux camps, et elles sont soumises à une terrible demande, et il faut ajouter que l'on ne fournit plus aux enfants la papeterie et que les livres sont souvent manquants. Imagine que le mois passé l'UNRWA a distribué des rations de farine pourrie et les gens depuis ont décidé de boycotter l'aide alimentaire. Et personne ne bouge le petit doigt devant cette situation.

Il n'existe pas un seul Palestinien qui ait des visées sur le sol du Liban. Au contraire, nous sommes disposés à faire des sacrifices pour le Liban et son peuple, et nous considérons que notre résidence dans ce pays est temporaire. Mais le gouvernement libanais doit nous aider à mener une vie décente et humaine. Il n'est pas permis que le gouvernement nous traite comme il le fait, alors que nous avons contribué par notre travail à l'édification de l'économie libanaise, et le sud et les autres

régions du pays en témoignent. Les bras palestiniens ont bâti aux côtés des Libanais, l'agriculture du sud-Liban, et il n'est pas permis de nous traiter comme des étrangers.

Tout cela étant dit, la plus grande difficulté que nous affrontons est celle du sort qui semble nous attendre depuis la signature du traité Gaza-Jéricho. Le Palestinien du Liban sera le plus grand perdant des suites de cet accord qui a dilapidé les rêves et les aspirations. Et nous avons peur de nouveaux exodes. »

'Uthmân Sâlim, 44 ans, camp de Bass

« Notre principal souci est malheureusement la vie au quotidien. Les portes de l'emploi sont totalement fermées devant nos diplômés qui sont contraints d'accepter n'importe quel travail. A un point tel que l'idée de l'éducation commence à être négativement perçue par les Palestiniens. De plus en plus de parents interrompent la scolarisation de leurs enfants pour essayer de trouver du travail, puisque les diplômes ne servent plus à rien et qu'on a de plus en plus tendance à les considérer comme des investissements à perte et sans avenir – cela quand ces parents ont les moyens de subvenir aux frais de l'éducation de leurs enfants. Et ils sont de moins en moins nombreux à le pouvoir, surtout depuis la fermeture des écoles secondaires de l'OLP. Il existe même des disparités incompréhensibles dans ce domaine. Ainsi dans la région de la Békaa, il existe encore trois écoles secondaires financées par le département de l'éducation palestinien basé à Damas [dépendant de l'opposition palestinienne, NDLR], et qui fonctionnent normalement. Mais nos écoles ici, bien qu'elles dépendent du même département, ne reçoivent pas leur budget, soit par manque d'organisation, soit que ces financements sont tout simplement volés. Ce qui n'empêche pas les instituteurs de continuer à dispenser leur enseignement avec les moyens de bord, en étant rarement rémunérés.

J'ai moi-même un fils qui a terminé avec succès l'école secondaire, section mathématiques. Je n'ai pas les moyens de l'envoyer continuer ses études à l'Université,

notamment parce que les bourses d'enseignement à l'étranger n'existent plus. Et même lorsque nous arrivons à en décrocher une, les frais de voyage et de séjour sont hors de nos moyens. D'ailleurs, celui qui a les moyens d'envoyer son fils à l'étranger n'a pas besoin de bourse, il lui suffit d'inscrire son enfant dans l'une des universités de Beyrouth.

Concernant l'emploi, la demande est telle et l'offre si réduite que cela a abouti à une chute vertigineuse des salaires, 4 à 6 dollars par jour... Même certains permanents d'organisations ont négocié une sorte d'indemnité de licenciements. Je connais nombre de cadres politiques devenus chauffeurs de taxis, d'autres en ont profité pour créer des petits commerces dans le camp, mais la plupart ont fait faillite car ils n'ont aucune qualification dans ce domaine.

L'OLP a commis de lourdes erreurs durant les vingt dernières années quand elle a décidé de remplacer graduellement les institutions sociales de l'UNRWA qui aurait pu, du fait, de son mandat continuer aujourd'hui à assurer ces services. Avec la crise, l'OLP a brutalement interrompu son aide et l'UNRWA n'assure plus ses services que de façon réduite. »

**Husayn Mahmoud Hasan, 67 ans,
camp de Chatila**

« Il n'y a pas une famille dans ce camp qui ne compte au moins un martyr. Mais où va le sang des martyrs ? La mosquée du camp est une énorme fosse commune, et notre comité populaire a dû construire un étage pour que nous puissions y prier. C'est là que tous les vendredis nous essayons d'organiser de modestes collectes d'argent pour les familles. Que dire à nos martyrs lorsque, au-dessus de leurs tombes, nous collectons ces humbles donations pour leurs enfants et leurs familles ?

Notre camp est au centre de la capitale, Beyrouth, et l'électricité est coupée depuis 1986. L'UNRWA a demandé à chaque maison 30 dollars pour nous brancher sur le secteur, mais quatre mois sont déjà passés et rien n'a changé.

La quasi-totalité des maisons du camp sont détruites, complètement ou en partie. Mais

nous ne comprenons rien à la logique de l'UNRWA pour la reconstruction. Certaines maisons ont été reconstruites alors que leurs propriétaires ne vivent plus dans le camp... à preuve que ces maisons ont même été louées ! Les rues sont encore dans l'état où les avait laissées l'invasion israélienne en 1982. Il y avait trois écoles dans le camp, mais il n'en reste plus qu'une seule. Chaque classe regroupait entre 20 et 25 élèves, aujourd'hui il y a tellement d'enfants dans chaque salle que cela ressemble à une manifestation de rue.

Que te dire de plus ? Où sont les droits du peuple palestinien ? L'OLP ? L'ONU ? L'Etat libanais ? Nous n'avons aucun droit pour travailler et nous ne disposons plus d'institutions pour nous y employer. Le Croissant-Rouge ne soigne plus et l'UNRWA a réduit ses soins de façon drastique. Et le comité populaire fait ce qu'il peut. Tâches modestes que lui permettent ses moyens extrêmement réduits.

Le camp Daouk, près du nôtre, n'existe tout simplement plus et ses habitants sont dispersés dans toutes les régions du Liban.

Quant aux accords Gaza-Jéricho. Nous, "ceux de 48", nous n'en sommes pas satisfaits. Ils ne nous concernent pas. Et je crois qu'en réalité ces accords ne concernent aucun Palestinien. Ils ont donné ma maison et ma terre aux Israéliens, et gratuitement. Je suis un Palestinien de Galilée et ces accords ne nous ramènent même pas à Gaza et Jéricho. De toutes les façons je ne veux plus parler de politique, je n'aime plus le faire, car cela ne sert plus à grand chose. »

**Ahmad Muhammad al-'Alî, 57 ans,
camp de Bourj al-Barajné**

« Voici le camp de Bourj al-Barajné. Nos malades meurent faute de soins car les urgences n'acceptent plus de les recevoir. Et l'UNRWA, lorsqu'elle se charge de les y faire accepter, choisit, pour réduire les frais, des hôpitaux mal équipés qui ne peuvent les soigner.

Nos écoles comptaient parmi les meilleures du Liban, et l'élève palestinien était connu

pour ses succès scolaires. Mais aujourd'hui, c'est tout simplement le contraire. Nos enfants sont aujourd'hui habités par l'obsession d'émigrer pour sortir de cet enfer où même les diplômés ne trouvent aucun emploi.

Sais-tu que nous n'avons aucun droit civil ou social ? Même l'amnistie générale promulguée par l'État libanais après la guerre civile, a exclu les Palestiniens. Et tout Palestinien, contraint de partir sous la pression des troubles armés a été rayé des listes des réfugiés palestiniens du Liban que détient la Sûreté générale libanaise, de sorte qu'il ne peut plus revenir. [On estime à 40 000 le total des Palestiniens dans cette situation. NDLR.]

Nos problèmes sont innombrables. Le camp abrite 13 000 personnes et l'UNRWA n'y tient qu'une seule clinique avec un seul médecin

submergé par la file des centaines de malades qui l'attendent quotidiennement. Quant à la pharmacie, elle est vide. Et l'on nous répète inlassablement que les médicaments arriveront au début du mois. Et lorsque nous arrivons à nous faire soigner, il nous faut désormais payer, alors qu'auparavant les soins étaient gratuits.

Quelques familles arrivent à s'en tirer, soit qu'elles aient un de leurs membres à l'étranger, soit qu'elles comptent un fonctionnaire de l'UNRWA. Pour les autres, c'est très difficile. Pas de travail, pas de droits, pas d'institutions. Auparavant, il y avait dans le camp plusieurs ateliers qui assuraient du travail à près de 1 500 personnes, mais ces ateliers ont disparu.

Peux-tu croire que ce camp est privé d'eau potable depuis 1979 ? N'est-ce pas une honte ? »